

# ELECTRONIQUE

## INTERNATIONAL

Hebdo

### RÉGIONS

#### AQUITAINE

## Les industriels d'Aquitaine veulent fédérer l'Ouest autour du sans-plomb

*Le projet Amelie, qui vise à industrialiser les procédés et matériaux dans l'assemblage électronique conformément aux directives DEEE et sans-plomb, devrait regrouper des sociétés et des laboratoires de trois Régions.*

**B**ordeaux - Le sans-plomb reste l'une des préoccupations majeures des industriels de la production électronique, non seulement parce que les directives européennes de bannissement du plomb n'ont pas encore été transposées dans la législation française mais aussi du fait des coûts induits sur les process, qui sont particulièrement handicapants pour les PME<sup>(1)</sup>. Initié par Solectron, le projet de recherche technologique multi-entreprise Amelie a été élaboré par des industriels de la Région Aquitaine pour trouver des solutions. Ce projet est en effet dédié aux matériaux et aux procédés d'assemblage et d'interconnexion pour une production électronique respectant les directives européennes en matière d'environnement (sur les déchets électroniques et le sans-plomb). Étendu à trois Régions - l'Aquitaine, la Basse-Normandie et le Centre - et coordonné par le Centre national de recherche technologique Matériaux composites & systèmes (CNRT MCS)<sup>(2)</sup>, ce projet peine désormais à trouver un financement.

*« Nous avons le soutien de l'Ademe, mais le dossier déposé au niveau du conseil régional d'Aquitaine a été gelé. Du côté de la Digitip aussi, le soutien est plus moral que financier. A*



E.F.

la fin 2004, nous nous sommes tournés vers l'Union européenne pour tenter d'obtenir un financement via le programme européen Life. Le dossier est en cours d'expertise auprès de la Commission et nous attendons la réponse pour le mois de mars», signale Christophe Magro, du CNRT MCS. Mais, même si le projet n'est pas encore concrètement finalisé, sa présentation lors du Forum électronique aquitain organisé par l'Adeiso en novembre dernier a permis de vérifier à quel point les industriels présents se montrent intéressés par cette initiative.

#### Des retombées pour les PME

Car, qu'il s'agisse de grands groupes ou de PME, tous les sous-traitants et producteurs de matériels électroniques sont logés à la même enseigne lorsqu'il convient de mettre en place de nouveaux process. « Nous avons la volonté de fédérer la moitié ouest de la France autour d'Amelie », précise Christophe Magro. « En montant ce projet, nous souhaitons favoriser les échanges trans-

**Même si le projet n'est pas encore concrètement finalisé, sa présentation lors du Forum électronique aquitain, organisé par l'Adeiso en novembre dernier, a permis de vérifier à quel point les industriels présents se montrent intéressés par cette initiative.**

versaux entre les partenaires d'un consortium industriel dans une approche multisectorielle qui inclut l'automobile, le grand public et le militaire », précise Alexandre Val, ingénieur responsable des technologies avancées au sein de la division services d'ingénierie et de conception de Solectron. Le projet Amelie avait été labellisé par le CNRT MCS dès 2003. Le principal objectif consiste à mettre en place une plate-forme technique, créer des briques technologiques de base, concevoir des kits de qualification des procédés, et explorer les problématiques de façon exhaustive. Enfin, il s'agit aussi de disséminer les résultats du projet Amelie au travers des filières industrielles des Régions participantes.

Le consortium inclut à l'heure actuelle nombre de partenaires industriels (Thales Systèmes aéroportés, Solectron, Temex, Gaia Converters, Philips France Chartres et Caen, SGCI/Cire, Alençon Plastic, etc.), de laboratoires de R&D (IXL, Ispa, CNRT), et des organismes tels que

l'Adeiso (Association pour la diffusion de l'électronique et de l'informatique dans le Sud-Ouest) pour la partie dissémination des technologies. Le Cressit et la Meito sont également pressentis pour participer à cette tâche de dissémination, respectivement dans les Régions Centre et Bretagne. Le nombre des PME concernées a déjà été évalué à une trentaine dans la Région Aquitaine, et à une dizaine dans la Région Centre (plus une dizaine de filiales de grands groupes dans cette zone). En Basse-Normandie, ce nombre n'est pas encore connu. Pour les PME, qui ne disposent pas toujours des capitaux leur permettant de faire face aux développements nécessaires, les retombées de ces efforts de dissémination devraient être multiples. La diffusion de l'expérience, qui devrait se faire vers l'ensemble de la filière électronique des Régions concernées, englobera les méthodes, les processus et les modes d'organisation du travail nécessaires à la prise en compte des directives communautaires environnementales. Dans le cas de la Région Aquitaine, l'Adeiso a déjà concocté un plan de dissémination, avec notamment la mise en place d'ateliers de mise à niveau, d'identification et d'analyse des process, de gestion de la fabrication, ou encore de définition d'une stratégie complète sans plomb.

**Elisabeth Feder** ■

(1) Voir notamment nos numéros des 1<sup>er</sup> avril, 13 mai, 24 juin et 7 octobre 2004.

(2) Le CNRT MCS est soutenu par la Région Aquitaine et par le ministère délégué à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, et géré par l'Adera (Association pour le développement de l'enseignement et de la recherche en Aquitaine).